

PARIS le 3 juin: mille raisons d'y aller !

- La grande majorité des pensions sans revalorisation pendant 30 mois;
- Les plus faibles retraites augmentées de façon dérisoire;

de plus en plus, les retraites sont considérées comme des variables d'ajustement de la situation budgétaire de la France et non comme une rémunération du travail au même titre que le salaire. C'est la nature même et l'avenir des retraites qui est menacé !

° 10 milliards de ponction sur l'assurance maladie, c'est l'ac-

cès aux soins et leur qualité qui sont impactés;

° des coupes sombres sur le fonctionnement de l'Etat et des collectivités territoriales qui se traduiront par des régressions des Services Publics;

° Le projet de loi sur « l'adaptation de la société au vieillissement » pourtant largement insuffisant promis à un avenir incertain.

Pour nous, pour nos enfants et petits-enfants, nous ne l'acceptons pas ! Nous vous invitons à manifester à Paris le 3 juin (voir l'appel très unitaire en p 2).

Le groupe d'animation

CHACUN-E-PEUT PARTICIPER !

Le déplacement pour la manifestation nationale se fera en covoiturage, puis en TGV au départ de Nantes.

Chaque participant-e- ne versera que 10 euros, les trésoreries de la FSU et des Syndicats Nationaux apportant leur aide. Nous invitons les camarades retraité-e-s qui ne pourront se déplacer à verser leur contribution: vos 10 €, 20 € seront bienvenus !
(chèques à adresser à la FSU 85 cf nouvelle adresse en p 4)



manifestation unitaire
à Paris le 3 juin :
modalités en page 3

Dans ce numéro :

L'appel unitaire	2
Pour s'y rendre	3
L'Insee le dit	3
Quelle Europe ?	4

APPEL A LA MOBILISATION

Alors que le pouvoir d'achat des retraités baisse depuis des années, le gouvernement entend geler les pensions jusqu'en octobre 2015. C'est **INACCEPTABLE!**

Trop de retraités, et particulièrement des femmes, sont en dessous du seuil de pauvreté.

Il annonce de nouvelles mesures «d'économies» que nous ne pouvons accepter:

- 10 milliards

«d'économies» pris sur l'assurance maladie; c'est une régression évidente dans l'accès aux soins!

- 18 milliards

«d'économies» sur le fonctionnement de l'Etat et 11 milliards pris sur les collectivités locales; c'est une nouvelle régression des Services Publics, qui impactera l'ensemble de la société (recul des services de proximité, des transports...)

- Le gouvernement vient d'annoncer de nouvelles mesures d'économies à l'encontre des retraités comme éléments du «pacte de responsabilité» qui aggravent la situation des retraités. Les réactions négatives à ce plan d'austérité ont permis un infléchissement dérisoire pour les pensions inférieures à 1200 €. L'éventuelle revalorisation au niveau de l'inflation au 1er octobre 2014 est tout à fait insuffisante et n'améliorera pas la situation des retraités concernés.

Pour nos organisations, la retraite n'est pas un privilège ou une prestation socia-

le. Elle est un droit obtenu par le travail et son niveau est directement le résultat des rémunérations perçues pendant la vie professionnelle et le nombre d'années cotisées.

L'aggravation de la baisse du pouvoir d'achat des retraités ne résoudra en rien les difficultés financières des régimes de retraites, le retour de la croissance. C'est la

création d'emplois, la revalorisation des salaires, l'égalité des salaires des femmes, l'arrêt des exonérations de cotisations, l'élargissement de l'assiette à tous les revenus distribués par les entreprises, qui créeront les ressources nécessaires. La politique accroissant l'austérité appellera d'autres reculs, alimentera la spirale infernale de la baisse de la demande, de la récession, des baisses d'emplois et des cotisations...

Il est urgent de mettre en place d'autres orientations économiques et budgétaires et un autre partage des richesses.

Depuis 1986, les réformes se sont succédées pour durcir les conditions d'obtention de la retraite et réduire leur niveau: passage de 10 à 25 ans pour les salariés du privé, indexation des retraites sur les

prix et non sur les salaires, décote, allongement des durées de cotisation... suppression de la demi-part supplémentaire aux veufs et veuves, fiscalisation brutale du supplément de 10% pour les retraités ayant eu 3 enfants et plus, et, depuis le 1er avril 2013, instauration d'une taxe de 0,3% pour les retraités imposables. C'est la Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CASA). Refusons toute nouvelle dégradation.

Pour nos organisations, l'heure est à la mobilisation autour de ces revendications principales:

- Contre le gel des pensions et retraites,
- Pour l'amélioration du pouvoir d'achat de tous les retraités, et le retour à la revalorisation annuelle des retraités, des pensions et pensions de réversion,
- Pour qu'une loi progressiste sur l'adaptation de la société au vieillissement soit déposée dès maintenant par le gouvernement sur le bureau de l'Assemblée Nationale, débattue et votée,
- Pour le développement de services publics de qualité, indispensables à l'ensemble des citoyens (transports, santé, etc...).

Nos organisations vous appellent à intervenir par une mobilisation la plus large:
LE 3 JUIN 2014 à PARIS.

**Appel des
UCR CGT
UCR FO
UCR CFTC
FSU
Solidaires Retraités
LSR
UNRPA
FGR-FP**

Inscrivez-vous !

Un déplacement collectif et intersyndical en TGV est prévu au départ de Nantes; des covoiturages seront organisés en fonction des participants pour rejoindre la

**gare de Nantes ...
à 8 heures 30
mardi 3 juin**

Un dernier pointage des inscriptions sera effectué le lundi 26 mai. Donc inscrivez-vous dès que possible pour faciliter l'organisation.

Rassemblement Place JOFFRE.
(métro Ecole Militaire).

Pique nique, animations et prises de parole des appelants à l'action. La manifestation partira à 13 heures vers le ministère de la santé et des personnes âgées.



Inscriptions auprès de:

- **Chrystel FERIGNAC** **06.22.28.62.92**
- **Françoise CELERIER** **06.03.51.73.20**
- **Claude RIVE** **06.77.06.84.92**
- **FSU 85** **02.51.05.56.80**

C'est l'Insee qui le dit ...

Jusqu'à la fin des années 80, pour le calcul des pensions, étaient pris en compte les salaires perçus durant la carrière, revalorisés en fonction de leur évolution pendant la période. Il en allait de même pour les pensions après la liquidation.

Depuis 1987, la règle de l'indexation sur les prix **« contribue fortement au freinage »** de la part des pen-

L'Insee décrit ce que les politiques actuelles promettent aux générations futures ...

sions dans le PIB, nous explique l'Insee. (étude publiée mi-avril)

L'Institut précise: **« C'est en pourcentage des salaires que s'opère le décrochement. »**

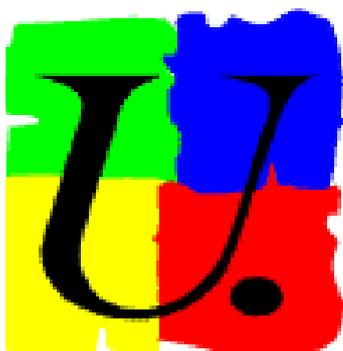
Concrètement, la pension moyenne de l'ensemble des retraités représentait 66% du revenu d'activité moyen en 2010. Elle ne représentera plus qu'entre 48 % et 57 % en 2060 selon les

hypothèses de croissance. Et encore ... à condition que les retraites soient revalorisées au niveau des prix ! Ce qui n'est déjà pas le cas avec le gel actuel !!

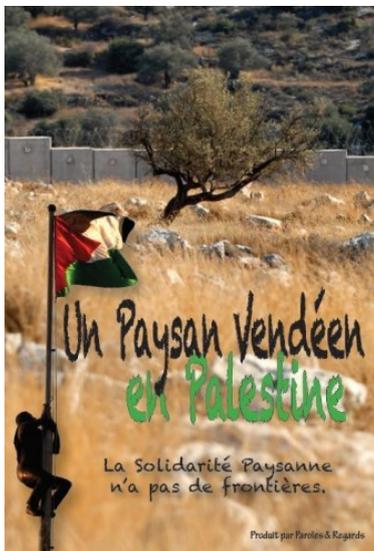
Reste alors aux actifs ... à accumuler désormais ... un gros patrimoine permettant d'autres sources ultérieures de revenus !!!

Pour les retraités, ... trop tard !!!

Reste pour tous la seule vraie alternative: agir solidairement !



**Vous pouvez aussi
nous retrouver
sur
<http://sd85.fsu.fr/>
à la rubrique
« retraite »**



Quelle Europe ?



Le bulletin d'information n°33 du SNEP*retraités évoque le projet de traité transatlantique (« Union Européenne - Etats Unis »). L'article souligne combien les retraités sont concernés. Son actualité nous amène à en reproduire un extrait.

*Syndicat National de l'Education Physique (SNEP-FSU)

Chrystel FERIGNAC

*D'abord secrètes, les négociations commencées le 13 juillet 2013 ont été révélées en France par le « Monde diplomatique » et « L'Humanité » Ensuite, du fait de l'affaire des écoutes internationales par les services américains, la presse a été discrète. Toutefois le Sénat s'est octroyé la parole en débattant du futur traité (09.01.14), puis le Président Hollande en a débattu avec B.Obama à Washington (11.02.14) sans aucun mandat du Parlement Français et sans aucun débat au Parlement Européen ! Aucun débat public, aucune communication gouvernementale sur un projet qui concerne nos vies quotidiennes, notre alimentation, notre santé, l'éducation, nos services publics, nos retraites ... « **Il faut accélérer la création de ce vaste marché** » déclare F.Hollande, alors que les négociations sont restées secrètes !*

Tout se passe loin du regard des citoyens de France et d'Europe, orchestré par les banques, les multinationales et les paradis fiscaux ... un moyen de faire avaler aux peuples ce que l'Europe n'a pas accepté: par exemple les OGM, l'importation en France et ailleurs des viandes américaines aux hormones, etc...

Mais aussi des pans entiers de la protection sociale et des services publics sont concernés au titre de la « compétitivité » et de « l'harmonisation » des coûts du travail !

Bien sûr, les retraites par capitalisation et le montant des pensions n'échapperont pas aux « négociations »! Le « libre échange » est un nouveau marché de dupes où la toute puissance du dollar et de l'ultra libéralisme américain ne permet pas une lutte à armes égales.

N'oublions pas que 40 millions d'américains sont sans sécurité sociale et que des millions d'entre eux travaillent jusqu'à 75 ans, voire plus !

Sorties, rencontres, visites ...

Pour la revue nationale des retraités du SNUipp, Pierre COTRON, agriculteur vendéen, a accepté de rendre compte de la mission solidaire de récolte des olives à laquelle il a participé à Yad Vashem en Palestine.

La relation de l'entretien peut être adressée à chaque camarade de la SFRD sur simple demande auprès de C.RIVE. Un DVD « un paysan vendéen en Palestine » peut en outre être commandé.